

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 10 (1960)
Heft: 4

Artikel: Réflexions sur la "crise allemande de la pensée française"
Autor: Delhorbe, Cécile-R.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-79859>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

MISZELLEN — MÉLANGES

RÉFLEXIONS SUR LA «CRISE ALLEMANDE DE LA PENSÉE FRANÇAISE»

Par CÉCILE-R. DELHORBE

Sous ce titre un peu énigmatique¹, M. Claude Digeon a étudié «le complexe psychologique né de notre défaite», en 1870.

C'est dire que sans chercher à renouveler l'histoire politique de la France à cette époque, il a étudié les effets de la défaite sur l'opinion en se servant de ces témoins, les livres et les périodiques; témoins d'autant plus valables que l'influence de la plume devient alors bien plus grande que par le passé. Il s'est basé sur une documentation établie avec une patience toute scientifique, il a écarté autant que possible la Propagande et la Polémique, ces deux fées Carabosses de l'histoire, de l'influencer et cela seul lui mériterait les plus grands éloges.

Tout pays vaincu traverse une crise pendant laquelle deux tendances se combattent ou s'allient: la haine du vainqueur, et le désir de comprendre, pour s'en servir, la raison de sa victoire. Elle fut particulièrement grave dans un pays qui, à la veille de sa défaite, se croyait une grande puissance extérieure², et qui, à l'intérieur, était profondément divisé.

Le plus élémentaire de ces deux sentiments, la haine du vainqueur, est le seul à s'exprimer dans une littérature de troisième ordre, souvent destinée à la jeunesse³ et qui s'est bornée à donner une image d'Epinal de la guerre, l'équivalent, par le livre, de la peinture patriotique de Detaille. M. Digeon a parcouru avec courage «ce vaste cimetière d'œuvres oubliées», où abondent les histoires d'espions prussiens et de francs-tireurs français «petits, pleins d'initiative et d'adresse», qui triomphent aisément, à chaque escarmouche,

¹ CLAUDE DIGEON, *La crise allemande de la pensée française (1870—1914)*. Paris, Presses universitaires de France, 1959. In-8, VIII + 568 p.

² Sur le sentiment de supériorité, la conviction que la France exerçait sur l'Europe une hégémonie bénigne, M. Digeon cite des phrases curieusement concordantes de l'ultramontain Veillot et de l'anticlérical About.

³ Un roman pour enfants, *Les petits Robinsons des caves, ou le siège de Paris raconté par une petite fille de huit ans*, est signé Alphonse Daudet.

«des grands Germains brutaux et maladroits». Un *art* qui «ne répond pas à un besoin de vérité, mais à un désir d'évasion... qui a une fonction sociale: guérir une blessure, distraire le patient»⁴.

Cinq ans après la guerre, montrant la défaite telle qu'elle fut, le groupe des *Soirées de Médan* réagissait violemment. Mais la cure de vérité que les *Soirées* administrent à leurs compatriotes⁵ ne fait apparaître aucune idée particulière sur l'Allemagne, et c'est à les trouver que vise essentiellement M. Digeon. Aussi, tout en analysant pourtant tous les romans de quelque intérêt où il est question de la guerre de 1870, mettra-t-il surtout l'accent sur les historiens et les penseurs.

Depuis 80 ans un événement les scindait en deux camps. La Révolution avait-elle profité à la France, et à l'humanité, qu'elle aspirait à guider? Ou, même avec les freins que lui avaient donnés la Restauration, la Monarchie de Juillet, le Second Empire, la Démocratie (disaient ses adversaires), la Liberté (disaient ses partisans) était-elle une erreur politique où il serait dangereux de persévérer?

Accessoirement, à cette division s'en ajoutait une autre sur la supériorité des peuples du Nord, protestants, libéraux, sages, sur ceux du Midi, catholiques, autoritaires, passionnés. Cette opinion secondaire et ses répercussions sur la principale sont au centre même de la «crise allemande» au cours de trois générations: celle de Hugo, Michelet, Quinet; celle de Gobineau, Taine, Renan, Renouvier et Fustel de Coulanges; celle de Maurras, Barrès et Péguy⁶.

Au lendemain de Sedan l'exaspération, unanime, contre l'Empire vaincu avait deux raisons. Pour la droite, il avait été trop démocratique; pour la gauche trop peu. Puis l'échec du gouvernement de la Défense Nationale, de la Commune, mirent le pouvoir dans les mains de la droite.

Hugo, Michelet et Quinet avaient aimé à la fois la Révolution et l'Allemagne, celle de Mme de Staël, de la bonhomie, des poètes. Leur réaction fut d'en séparer l'Allemagne de Bismarck, de blâmer l'une, de regretter l'autre, et d'accuser de la défaite le césarisme français; mais pas tout à fait à l'unisson.

A la veille du désastre Hugo maudissait la guerre, le passé, Napoléon le Petit; il exaltait la France, la Révolution, la Paix, l'Avenir. Il ne changea guère. N'ayant pas eu pour l'Allemagne la même tendresse que Michelet, donc moins déçu, il mit simplement Bismarck sur sa liste noire.

Exilé volontaire aux bords du Léman, Quinet avait été un des premiers à voir l'Allemagne se prussianiser. Convaincu qu'avec la Liberté la France aurait vaincu et qu'en y attendant, l'Allemagne se perdait, il prophétisa en

⁴ On pourrait dire encore qu'il flatte sa haine. Ainsi notre compatriote Victor Tissot, Fribourgeois récemment parisianisé, dans son récit de voyage *Au Pays des milliards*.

⁵ M. Digeon ne rappelle pas que les «Cinq» de Médan avaient pensé intituler leur œuvre collective «L'invasion comique». Ils n'ont pas osé.

⁶ Pour ne citer que les chefs. M. Digeon nomme aussi les soldats.

antithèses «La France renaîtra... Nous nous relevons, l'Allemagne s'abaisse. Elle veut avoir son empereur depuis que nous avons vomi le nôtre»⁷.

Michelet discourut moins, souffrit davantage. Jusqu'à Sedan il avait su quelque gré à l'Allemagne de délivrer la France de son Bonaparte, mais la défaite du gouvernement de la Défense Nationale fit revivre pour lui le temps de «la grande pitié» de Jeanne d'Arc. Pris pour le Prussien de la haine qu'il avait eue pour l'Anglais, il flétrit dans la Prusse une nation slave donc despotique, puis finit, contre toute logique, par souhaiter pour la France l'alliance russe. Donc, comme Littré, ses sentiments prirent le pas sur ses préférences politiques⁸.

S'ils diffèrent sur bien des points les trois romantiques ont pourtant une idée commune: la France vaincue n'a pas démérité. Mais la thèse contraire était soutenue dès le lendemain de la défaite⁹. «Nous avons remplacé la gloire par l'argent, le travail par l'agiotage... Nous avons été presque aussi coupables que malheureux... Nous avons à guérir l'âme même de la France...» La thèse de la défaite, symptôme grave, était celle de Gobineau, qui professait la haine de la démocratie et le mépris des races latines. «La France est un pays perdu depuis longtemps, comme l'empire romain», écrit-il à un ami. «Les instincts destructifs y pullulent, et le bien y est sans nerfs... De profundis, et qu'elle aille à toutes les poussières du diable. Mais l'Allemagne... fait son devoir et son métier¹⁰.»

C'est le cas, plus compliqué, de Taine, que le fil conducteur de M. Digeon lui permet d'interpréter de façon heureuse et neuve. Sous l'Empire, dont il détestait et le cléricalisme et la frivolité, Taine était classé opposant de gauche, quoiqu'il n'eût jamais formellement adhéré au parti républicain. Tandis que sur l'opinion accessoire il avait pris position. Partisan convaincu de la supériorité des peuples du Nord, il aurait voulu la France pourvue, comme l'Angleterre et l'Allemagne, d'un clergé modeste et d'une élite pensante vouée à la science et à la philosophie. Mais après les désastres de 1870 et 1871, cette préférence, associée en Michelet et Quinet à l'amour de la liberté, s'en dissocia violemment sous le coup de la douleur. C'est cette préférence, qu'on peut bien appeler germanophile, qui est le sentiment de base des *Origines de la France contemporaine*. Les relisant avec le calme obligatoire à l'historien, M. Digeon a su en démêler «le sens profond» beaucoup mieux qu'au moment où l'ouvrage, en volumes successifs, alimentait les arguments des partis.

«Les *Origines*», dit-il, «sont écrites contre le caractère spécifique d'un

⁷ *Le siège de Paris et la Défense nationale*; cité par M. Digeon.

⁸ «A peu près seul de son temps, Littré saura reconnaître que les faits ont démenti certaines de ses affirmations», dit M. Digeon.

⁹ Discours tenu devant les Cinq Académies le 29 octobre 1871 par Jules Simon, précurseur, on le voit, du Maréchal Pétain.

¹⁰ Dans une lettre du 9 janvier 1879, citée par M. Digeon, qui rappelle que les démêlés de Gobineau avec la Deuxième République ne sont sans doute pas étrangers à son horreur de la démocratie.

peuple, la France», contre la faculté maîtresse des Français la logique, contre leur goût des théories et leur mépris des faits et de l'expérience. La démonstration à travers les âges de l'infériorité française, de la supériorité germanique, est ce qui frappe, dans les *Origines*, un lecteur d'aujourd'hui, mais alors elles furent mal lues.

Partisans d'un régime modérément autoritaire, les hommes de droite accueillirent sans répugnance la critique de l'absolutisme tant le réquisitoire contre le jacobinisme révolutionnaire leur plaisait; tandis que les hommes de gauche ne virent que ce réquisitoire, qu'ils attribuèrent à l'égoïsme d'un possédant que la Commune a fait trembler; sentiment que M. Digeon y trouve aussi, mais au second plan. Personne ne vit ou ne voulut voir que, anti-absolutiste et anti-révolutionnaire, Taine était surtout, par pessimisme irrité, anti-français et qu'il demandait à ses compatriotes plus qu'un changement de système, un vrai changement de peau, une germanisation en profondeur; entre autres, par le moyen, à essayer, du protestantisme. Pourtant, particularité bizarre, Taine, personnellement, n'aimait pas les Allemands; il leur préférait, et leur préféra toujours plus les Anglais¹¹.

Renan, au contraire, malgré certains avertissements adressés sur un ton presque amical à la politique prussienne avant 1870, aimait l'Allemagne sous tous ses aspects, ne dissociant pas dans sa sympathie la Germanie de la science du pays aimable qu'avait montré Mme de Staël. Homme de fluctuations et de nuances plutôt que de réquisitoires, il lui arriva à plusieurs reprises, pendant et après la défaite, d'établir entre la bonne Allemagne, celle de la pensée, et celle de la force, une distinction plus ou moins marquée; mais, à côté du pays à combattre, l'Allemagne resta toujours pour lui un modèle à imiter.

Quant à l'opinion essentielle qui divisait les Français, depuis l'*Avenir de la Science*, Renan se tenait sur la réserve. Forcément, en tant que «défroqué», il restait anticlérical; mais il est certain qu'au cours du Second Empire il évolua vers une interprétation peu favorable de la Révolution, qu'il présentait en 1869 comme une crise, sympathique et peut-être «glorieuse», de donquichottisme. C'est très sensiblement ainsi qu'il la montrait encore, en 1871, dans la *Réforme intellectuelle et morale*.

Mais comme cet ouvrage contient aussi tout un plaidoyer pour le royalisme que l'*Action française* a repris, tout en le dégermanisant avec soin, Charles Maurras l'a entouré d'une légende qui semble avoir un peu trop influencé M. Digeon. Quoi qu'en dise Maurras, «ce très beau livre n'eut pas un triste sort»¹². Parue en 1871, la *Réforme* avait déjà une troisième édition

¹¹ «La guerre a mis à jour le mauvais et vilain côté de leur caractère, que recouvrait une écorce de civilisation. L'animal germanique est au fond brutal, dur, despotique, barbare; et l'animal allemand est de plus économe et grappilleur. Tout cela... me fait horreur», écrit-il à un ami le 7 février 1871 (citation de M. Digeon). Même d'un voyage entrepris en juillet 1870, il revient en hâte «affligé par la grossièreté germanique» (*idem*).

¹² *Pour un jeune Français*. Paris 1959.

en 1872, et en 1884 une quatrième, ce qui, pour l'époque et pour ce genre d'ouvrage, n'indique aucune conspiration du silence¹³. Et l'on n'y voit pas non plus de changement essentiel dans la pensée de Renan, malgré les tendances anti-républicaines que révèle sa correspondance de 1871. Il y expose le pour et le contre avec son habileté coutumière, et le balancement harmonieux si bien imité par Anatole France. Tout le plaidoyer à la Gobineau pour un retour au style de monarchie germanique et militaire de l'ancienne France est mis entre guillemets, et c'est entre guillemets aussi que répond l'interlocuteur du gobiniste : on ne revient pas en arrière ; il paraît vraisemblable que la France, par son charme et ses brillantes qualités, attirera à la démocratie le reste de l'Europe, Allemagne comprise, et elle reprendra alors cette prédominance en Europe qu'elle désire tant.

Les partisans de la Révolution peuvent même tirer de la préface de la *Réforme*, plus défavorable à l'Allemagne que le reste de l'ouvrage, un argument en leur faveur. C'est la Réforme religieuse¹⁴, dit Renan, qui, après avoir contribué à abaisser politiquement l'Allemagne pendant deux siècles, cause sa grandeur actuelle ; la Révolution jouera peut-être le même rôle pour la France. Argument, il est vrai, à deux tranchants ! Ce n'est pas une victoire dans deux siècles que recherchent les hommes d'Etat...

On se demande, avec le recul du temps, comment la germanophilie insistante de Taine et de Renan, leur pessimisme national, intégral chez l'un, nuancé chez l'autre, ont pu être supportés par un peuple naturellement enclin par sa récente défaite à haïr le vainqueur et à lui arracher le secret de sa victoire. Le néo-criticisme de Renouvier¹⁵ lui offrait, avec moins de brio il est vrai, une méthode de redressement moins germanisante, austère et difficile, mais acceptable.

Né dans le catholicisme, Renouvier est un anticlérical convaincu, mais il ne met pas autant que Quinet, dont il se rapproche par ailleurs, la notion de Liberté au premier plan ; c'est la Morale qui l'intéresse surtout. Comme Kant, il la voulait « universelle », et il s'efforce de distinguer avec la même impartialité les deux Allemagne et les deux France. Si l'impérialisme allemand, où il voyait la conséquence de la doctrine de Hegel, était un grand mal, l'impérialisme français en avait été un aussi. « Pour avoir le droit de mépriser l'homme prussien..., il faut aussi mépriser l'homme français de 1792 à 1815¹⁶. » Alors qu'une religion autoritaire, comme le catholicisme, lui paraissait d'une influence fâcheuse sur une nation, il semblait à Renouvier, comme à Taine et à Renan, que le protestantisme pourrait rendre sur le plan de la morale, de vrais services et il fit en ce sens une campagne systé-

¹³ Dates vérifiées d'après les exemplaires de la Bibliothèque cantonale et universitaire, à Lausanne. La première édition contient déjà les deux lettres à Strauss (septembre 1870, février 1871). M. Digeon parle d'un texte antérieur, qui aurait été détruit.

¹⁴ Un événement historique qu'il a toujours loué.

¹⁵ Doctrine tombée dans un oubli relatif. Elle passe pour avoir influencé Boutroux, William James et Bergson.

¹⁶ Citation relevée par la signataire dans le *Renouvier* de Louis Prat. Pamiers, 1937.

matique, dont il devait reconnaître dès 1877, l'échec. Cependant il s'était attiré l'appui de plusieurs protestants libéraux¹⁷, tels que Ferdinand Buisson et Félix Pécaut, et ceux-ci imprimèrent à l'enseignement cette direction «néo-kantiste» qui provoqua plus tard des réactions, vives chez Barrès, violentes chez Maurras.

L'œuvre retentissante, et germanisante, de Taine et de Renan éclipsait, dans l'immédiat, celle de Fustel de Coulanges, qui restait historien à côté de ces philosophes de l'histoire. Sa revanche fut d'avoir apporté aux anti-germanistes, qui semblaient écrasés, un argument-massue qui relevait le «romanisme». Après toutes ces apologies du Nord «d'où nous vient la lumière», Fustel démontra¹⁸ que, contrairement à l'idée courante, les Germains «chastes et vertueux» n'avaient pas conquis les Gallo-Romains «lâches et corrompus», mais qu'ils s'étaient installés en Gaule par petits groupes vite assimilés. Et Fustel contre-attaquait. Pourquoi, demandait-il aux historiens allemands, confondre morale et victoire? Pourquoi flétrir les invasions lorsqu'elles sont faites par les Français et les exalter lorsque ce sont les Germains? Louvois vaut Bismarck.

Ainsi c'est du sein de la génération de la défaite, elle-même trop accablée ou trop surprise, trop irritée ou découragée pour une réaction nationale vigoureuse, que sont parties les idées qui allaient la permettre à la génération suivante. En amalgamant le «romanisme» de Fustel au programme royaliste de Renan (soigneusement dégermanisé et débarrassé de ses guillemets), au réquisitoire de Taine contre la révolution jacobine (en oubliant ses violentes critiques de l'Ancien Régime) et en ne gardant de Gobineau que son culte de la force, on obtient la doctrine d'*Action française*.

Il fallait, certes, un nouvel esprit pour qu'elle pût se propager. Le désir de contradiction et de réaction inhérent à toute jeune génération eût suffi. Il s'y joignit le spectacle de la force croissante de l'Empire allemand et la menace qu'elle faisait peser sur la France. Ainsi, poussés vers des besoins de grandeur d'espèce fort différente, Barrès et Péguy aboutirent¹⁹, l'un vers 1887, l'autre après 1905, à «la juste, utile et salutaire panique désignée quelquefois sous le nom de nationalisme», d'après la définition de Charles Maurras²⁰.

Quoique M. Digeon se refuse à y voir autre chose que sa portée à l'intérieur, l'affaire Dreyfus est aussi pour la crise allemande «un point de discrimination». Sinon quelle explication à la différence de ton qu'il constate lui-même entre deux enquêtes du *Mercur de France* sur l'utilité des rela-

¹⁷ On se permet de faire observer à M. Digeon qu'il connaît mieux l'attitude de cette fraction-là du protestantisme que celle des orthodoxes; du moins à en juger par ce qu'il dit d'Agénor de Gasparin.

¹⁸ Il va sans dire que le plus ou moins bien fondé de cette démonstration n'est pas examiné ici.

¹⁹ Il y aurait bien des nuances à établir entre la forme démagogique que lui donne Barrès, et celle, d'un idéalisme à la Michelet, de Péguy. Il semble aussi qu'il eût mieux valu ne pas jumeler, dans un parallélisme un peu artificiel, Péguy et Romain Rolland.

²⁰ Citation tirée par M. Digeon de *Quand les Français ne s'aimaient pas*.

tions intellectuelles franco-allemandes, l'une en 1895, l'autre en 1902? C'est l'affaire Dreyfus qui a permis le succès qu'obtint, dans le public, l'*Action française*.

En 1948, M. Digeon, qui travaillait déjà à sa «crise allemande», obtint l'autorisation de poser à Charles Maurras, alors en prison, une dizaine de questions auxquelles celui-ci répondit, un peu à côté parfois, mais copieusement, par un dernier ouvrage, imprimé plus tard sous le titre: *Pour un jeune Français*. On voit que cette attention flatteuse n'a point indûment influencé le jugement du «jeune Français» sur Maurras puisqu'il l'appelle «un Lessing français», ce qui eût plus que probablement déplu à Maurras. M. Digeon justifie cette comparaison, bizarre au premier abord. L'*Action française* est, d'après lui, une position de repli. Comme Lessing, Maurras vise d'abord à débarrasser ses compatriotes de toute idée étrangère, notamment du libéralisme des protestants, fourriers et bénéficiaires de la Révolution démocratique... Il nous semble pourtant que, même avant 1914, les espoirs de l'*Action française* allaient au-delà, et que l'épuration n'était qu'une première étape, qui permettrait un retour au règne de Louis XIV, à l'hégémonie par la force si souvent vantée?

Du moins, avec l'*Action française*, on peut considérer que la boucle est bouclée, et la crise allemande arrivée à son aboutissement. Il ne s'agit plus de blâmer l'usage de la force, mais de le réclamer pour la France. Elle clôt aussi la série d'images de l'Allemagne en cours depuis la défaite. Il avait été montré successivement aux Français l'Allemagne de Mme de Staël et de Michelet, pacifique, grande par l'âme. Puis l'image s'était dédoublée. On vit d'un côté deux Allemagne, celle de la force, blâmée ou honnie, celle de la pensée, qui allait en s'effaçant; de l'autre l'Allemagne justement victorieuse par la force, la science, le sens politique, celle de Gobineau... et de Taine. Cette Allemagne-là, l'*Action française* l'admirait aussi, à sa façon, mais jugeait qu'elle avait usurpé la place, le rôle naturel de la France. Car l'Allemagne, race inférieure, «race femelle» (on voit le retournement de la pensée de Gobineau), avait toujours imité la France, même dans ses guerres de conquête (et celui de la pensée de Renouvier²¹). Une fois un Capétien au pouvoir, la France reléguerait vite à sa vraie place l'Allemagne des Hohenzollern. Louvois vaut plus que Bismarck! Ce n'était pas «la France» qui avait failli, mais ses mauvais bergers.

Pour l'*Action française*, la «crise allemande» n'a été qu'un moyen sinon un prétexte. Une façon d'écraser la Révolution en se servant des deux sentiments les plus naturels à un peuple vaincu en pleine prospérité: la haine du vainqueur, et le désir de trouver, pour s'en servir contre lui, le secret de sa victoire.

Le tableau si soigneusement dressé par M. Digeon aide à le faire comprendre.

²¹ Alors que Renouvier disait: «Nous n'envions pas le sort du conquérant.» Citation tirée par M. Digeon de la *Revue critique* du 30 mai 1872.